

L'éducation financière *

Une innovation sociale en plein développement

Julien Damon

Professeur associé à Sciences Po (Master d'urbanisme)

publié in *Futuribles*, n° 361, 2010, pp. 43-50.

L'éducation financière désigne l'ensemble des programmes de formation assurant un socle de connaissances en gestion, en finance, en économie. Des rudiments en ces matières sont maintenant considérés comme un élément essentiel des besoins contemporains, comme l'une des premières nécessités pour bien vivre. A ce titre, l'éducation financière campe en bonne place des opérations concrètes visant à promouvoir et améliorer les « life skills ».

Un peu partout dans le monde, dans des pays riches comme dans des pays pauvres, se développent ainsi des propositions de modules de formation intégrés à différents niveaux de scolarité. Le plus souvent il s'agit encore de dispositions originales pour former à côté du cadre scolaire.

Des initiatives en plein essor, encouragées notamment par l'OCDE

Le contenu des programmes vise à assurer chaque foyer et chaque individu de pouvoir maîtriser son budget de dépenses courantes et d'investissements. Leur ambition est de lutter contre l'« illettrisme » ou l'« analphabétisme » financier. Les expressions, peu flatteuses, renvoient à un problème sérieux : la plupart des particuliers ne connaissent pas grand-chose aux règles financières les plus élémentaires.

Ces programmes d'éducation financière peuvent porter sur les adultes (pour « réparer ») et/ou sur les enfants (pour « préparer » et prévenir). Ils prennent un essor tout particulier depuis la crise de la fin de la décennie 2000 qui a vu, d'une part, de nombreux épargnants prendre brutalement conscience qu'ils n'avaient pas porté une attention suffisante à leurs placements et, d'autre part, une perte de confiance dans les institutions financières.

A l'heure où les marchés de capitaux deviennent de plus en plus perfectionnés et où les ménages assument plus de responsabilités et de risques lorsqu'ils prennent des décisions financières, l'éducation financière devient de plus en plus nécessaire aux particuliers et ce non seulement pour assurer leur propre bien-être financier, mais aussi pour faciliter le bon fonctionnement de l'économie. L'éducation financière aide à élaborer des budgets, à gérer des revenus, à épargner, à investir de façon efficiente et à éviter d'être victimes de fraudes.

Source d'inégalités mais aussi de problèmes sociaux individuels et collectifs, le manque de connaissance de la réalité économique et budgétaire devient un sujet de première importance avec la financiarisation grandissante (et ses crises conséquentes) de l'économie. L'éducation financière, dans les pays en développement comme dans les pays très développés, devient un nouvel axe des politiques sociales et un axe particulièrement innovant de l'intervention sociale (au sens large, qui va du travail social à l'éducation).

Le mouvement global en faveur de l'éducation financière a été emmené par les institutions internationales, au premier rang desquelles l'OCDE, dans une série d'expertises et

*. Cet article s'inscrit dans le cadre de travaux menés à Futuribles sur les innovations de politique sociale dans le monde. Voir www.futuribles.com/psiaccueil.htm

d'initiatives. L'organisation a considéré dès le milieu des années 1990, avec l'accroissement conjugué de la complexité des produits financiers et de la responsabilité individuelle en matière de décisions financières, que les consommateurs devaient mieux comprendre le fonctionnement des marchés de capitaux. Certains gouvernements ont pour leur part admis qu'il était de leur devoir de les y aider. L'OCDE a publié un ensemble d'expertises, de principes et de bonnes pratiques. Ces principes et pratiques sont destinés à encourager les entreprises de services financiers et des organisations comme les associations de consommateurs et les services sociaux à redoubler d'efforts pour éduquer les citoyens dans ce domaine.

Parmi l'ensemble des recommandations de l'OCDE, établies avant la crise de la fin de la décennie 2000, on en retiendra huit¹.

1. Les pouvoirs publics et toutes les parties prenantes doivent promouvoir une éducation financière non biaisée, équitable et coordonnée.
2. L'éducation financière doit commencer à l'école de façon à éduquer la population à un stade aussi précoce que possible.
3. L'éducation financière doit faire partie de la « bonne gouvernance » des institutions financières dont il convient d'encourager la transparence et la responsabilité.
4. L'éducation financière doit être clairement distinguée de l'apport de conseils commerciaux et des codes de conduite doivent être élaborés à cet effet à l'intention du personnel des institutions financières.
5. Les institutions financières doivent être encouragées à vérifier que leurs clients lisent et comprennent les informations, tout particulièrement lorsqu'elles ont trait à des engagements à long terme ou à des services financiers pouvant avoir des conséquences financières significatives.
6. Les programmes d'éducation financière doivent s'attacher plus particulièrement aux aspects importants de la planification de la vie financière, comme l'épargne élémentaire, la gestion des dettes des particuliers, l'assurance ou les pensions de retraite.
7. Les programmes doivent être axés sur l'acquisition de capacités en matière financière, être ciblés le cas échéant sur des groupes spécifiques et être aussi personnalisés que possible.
8. Il convient de promouvoir des campagnes nationales, des sites Internet spécifiques, des services d'information gratuits, des dispositifs d'alerte sur des situations à haut risque pour les consommateurs de services financiers.

L'OCDE a également publié en 2005 une enquête pour évaluer les dispositifs mis en place dans les divers pays. L'organisation y préconise que pouvoirs publics et entreprises consacrent davantage de moyens à l'éducation financière.

Les recherches de l'OCDE révèlent que de nombreux consommateurs ont une mauvaise compréhension des questions financières qui ont une incidence sur leur existence. Les enquêtes menées dans les pays de l'OCDE et dans certaines économies non membres ont montré que les consommateurs surestiment souvent leur compréhension des risques et n'épargnent pas assez pour bénéficier d'un revenu suffisant à leur retraite. Avec le

1. Le texte intégral contenant ces recommandations datant de juillet 2005 est disponible à l'adresse www.oecd.org/dataoecd/7/16/35108663.pdf. Pour un panorama de ces premiers travaux de l'OCDE, voir l'ouvrage *Pour de meilleures compétences financières. Principes, programmes et bonnes pratiques*, Paris, OCDE, 2005.

développement des systèmes de retraite par capitalisation à cotisations définies dans les pays de l'OCDE, qui transfèrent aux ménages les risques liés à l'allongement de la durée de vie et aux choix d'investissement, l'amélioration de l'éducation financière constitue une condition incontournable pour garantir à des millions de personnes des pensions d'un niveau adéquat.

S'appuyant sur les principes de l'OCDE en matière d'éducation financière publiés en 2005, les bonnes pratiques stipulent que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans l'éducation et la promotion d'une « culture » de responsabilité financière parmi les citoyens, et notamment les jeunes.

Un effervescence internationale...

Pour accroître la visibilité de ces initiatives et renforcer la coopération en matière d'éducation financière, l'OCDE a lancé en 2008 un site Internet nommé, International Gateway for Financial Education (IGFE) (www.financial-education.org)², qui constitue une plateforme internationale d'informations sur le sujet. Le site recense des centaines de programmes, sites Internet, outils, recherches et statistiques dans plus de 70 pays à travers le monde.

L'OCDE a également constitué en 2008 un réseau mondial d'experts provenant d'organismes publics responsables des politiques en matière d'éducation financière. Le « Réseau International en Éducation Financière » (International Network on Financial Education - INFE) permet à plus de 250 experts provenant d'une soixantaine de pays d'échanger sur les tendances lourdes en éducation financière et de discuter des bonnes pratiques et principes de l'OCDE avant que celles-ci soient publiées. Par l'entremise de ses groupes de travail, l'INFE porte une attention particulière aux méthodologies permettant de mesurer le niveau d'« alphabétisme financier » des individus et d'évaluer l'efficacité des programmes d'éducation financière, ainsi qu'aux questions liées au rôle des écoles dans l'éducation financière des jeunes.

En juillet 2009, l'OCDE a publié de nouvelles lignes directrices, notamment pour que soit évitée une réplique ou une répétition de la crise des prêts « subprime » et la contraction du crédit qui s'en est suivie, précipitant l'économie mondiale dans la récession.

L'incarnation et le relais français de ce programme de dimension internationale, qui fait se rejoindre différentes initiatives un peu partout dans le monde, est l'Institut pour l'éducation financière du public (IEFP)³. Il s'agit d'une association créée en 2006 à l'initiative notamment de l'Autorité des Marchés Financiers pour améliorer la culture financière des Français.

Si les programmes d'éducation financière sont désormais valorisés dans les pays développés en tant qu'outils nécessaires pour lutter contre la crise (et, surtout, ses causes), ils sont également conçus dans d'autres contrées comme des outils majeurs de l'aide au développement.

Comme le micro-crédit, l'éducation financière relève d'une logique d'innovation sociale très implantée dans les pays en proie à d'importantes inégalités et à des problèmes sociaux de magnitude importante.

ENCADRE – Le programme indien « Aflatoun »

². Le programme Aflatoun est présenté dans la lettre IGFE de septembre 2008.

³. Voir la présentation infra de son site informatif et interactif www.lafinancepourtous.com

Le programme Aflatoun (« explorateur » du nom d'un personnage de bande dessinée inspiré d'une vedette de Bollywood), également baptisé « Child Social & Financial Education », est une initiative associative ambitieuse, née en Inde, sise à Amsterdam, et visant un développement international. Son principe est d'inclure dans les modules éducatifs de base, les rudiments de la finance, associés à l'apprentissage et la mise en valeur des droits civiques. Aflatoun est né du travail, des observations et des propositions de Jeroo Billimoria, une Indienne qui a grandi et travaillé parmi les enfants des rues de Mumbai. En particulier, celle-ci a constaté que les enfants avaient souvent de l'argent sur eux. Certes il s'agit de très faibles sommes. Mais les enfants ne savent absolument pas quoi en faire. La dilapidation peut les conduire à dépenser sans bon sens, et à aller vers la facilité (jusqu'à la drogue). Le programme est d'abord un réseau international de mobilisation, d'intervention et d'expérimentation, en faveur de l'éducation financière des enfants. A la base de la philosophie du programme réside l'idée selon laquelle les racines des inégalités économiques et sociales sont à chercher du côté de l'ignorance des droits fondamentaux et – ce qui est plus original – d'insuffisantes capacités (au sens de connaissances) financières. Le programme vise les enfants de 6 à 14 ans, jusqu'ici considérés par la plupart des éducateurs comme trop jeunes pour comprendre les questions d'argent. Une partie importante de l'enseignement proposé dans le cadre de Aflatoun consiste à apprendre aux enfants à épargner, si possible en ouvrant un compte en banque. Selon ses responsables, le programme toucherait actuellement 500 000 enfants, dans 25 pays. L'ambition des responsables d'Aflatoun est de toucher un million d'enfants, dans 75 pays, à la fin 2010. Très ambitieux, le programme se donne pour objectif qu'à terme aucun enfant dans le monde ne se trouve en situation d'illettrisme financier. Lien : www.aflatoun.org

FIN DE L'ENCADRE

ENCADRE – « Operation Hope » aux Etats-Unis

« **Operation HOPE** » a été créée aux Etats-Unis en 1992, au lendemain des émeutes à Los Angeles. L'organisation a pour première vocation de donner aux pauvres des quartiers les plus difficiles de la ville des conseils et des services bancaires de base. Operation HOPE informe les candidats à l'accession à la propriété sur les crédits hypothécaires et propose un cours intitulé « Investir dans notre avenir », composé de cinq séances d'une heure. John Bryant, Président de l'organisme, assure que « le fait que beaucoup de personnes modestes n'aient pas de compte bancaire – et que peu d'entre elles comprennent à quel point cela les pénalise – est au cœur de la question des droits civiques du XXIe siècle ». En janvier 2008, il a été nommé vice-président du nouveau President's Council on Financial Literacy (Conseil présidentiel sur la culture financière). Cet organisme a été créé alors que le gouvernement cherchait par tous les moyens à faire face à la crise engendrée par l'effondrement des prêts immobiliers à risque. Le Conseil a lancé un projet pilote visant à familiariser les personnes dépourvues de compte bancaire avec les institutions financières. Il soutient le Financial Literacy Corps, créé sur le modèle du Peace Corps [agence américaine visant à favoriser la paix dans le monde, notamment grâce à l'éducation], dont les bénévoles conseillent les personnes en difficulté. Lien : www.operationhope.org

FIN DE L'ENCADRE

ENCADRE : Une fondation pour l'éducation financière en Russie

La « Fondation nationale pour l'éducation financière » a pour mission, en Russie, de créer, soutenir et développer des programmes d'éducation financière. L'ambition générale est d'améliorer le niveau moyen de connaissance en matière de finance. Le niveau général de connaissance des parents et grands-parents est faible (en raison de la financiarisation tardive et incomplète de la Russie). Destinés à tous les âges de la vie, mais tout de même centrés sur les jeunes générations, les programmes prennent des formes diverses : cours dispensés à l'école, clubs d'investissement, conférences, etc. Trois dimensions sont distinguées : 1/ la compétence (niveau de compréhension) ; 2/ la responsabilité (mesure de la prise de risque) ; 3/ la planification (la capacité d'intégrer les dimensions financières dans les budgets familiaux). Lien : www.finlit.ru

FIN DE L'ENCADRE

... relayée par la Commission européenne...

Le sujet se trouve maintenant aujourd'hui explicitement inscrit sur l'agenda européen. En décembre 2007, une communication de la Commission a ainsi été publiée sur ce thème⁴, énonçant certains principes fondamentaux et annonçant des initiatives renforcées en particulier pour aider les enseignants et établissements à davantage insérer les questions financières dans leurs programmes. En mai 2008, la Commission a créé un groupe d'experts

⁴. http://ec.europa.eu/internal_market/finservices-retail/docs/capability/communication_fr.pdf

sur l'éducation financière, composé de professionnels. Ce groupe conseillera la Commission sur la politique en la matière.

Au-delà des constats et propositions sur le service bancaire de base et la lutte contre l'« exclusion financière » en général, le point important est l'affichage par la Commission d'une volonté forte pour pousser les Etats membres à promouvoir l'éducation à la gestion financière de base dès le plus jeune âge.

S'appuyant sur le concept de portail en éducation financière développé par l'OCDE l'année précédente, la Commission a publié, en 2009, sur le site Europa (http://ec.europa.eu/internal_market/fesis) une base de données européenne sur les programmes d'éducation financière (European Database for Financial Education, « EDFE ». Elle est destinée à indexer les nombreux programmes d'éducation financière proposés par les institutions publiques ou privées de l'Union européenne.

La base EDFE contient des informations standardisées sur les programmes de formation et les projets de recherche. Elle est ouverte à tous les prestataires et utilisateurs potentiels. En offrant un meilleur accès à l'information concernant les initiatives existantes, la Commission souhaite contribuer à l'amélioration des connaissances dans le domaine financier des consommateurs et des utilisateurs de services financiers. La base EDFE constitue une bibliothèque numérique de projets d'éducation financière, dans laquelle on peut effectuer des recherches à partir de critères tels que le nom du prestataire, le pays, les sujets traités, le public cible ou les modalités de la formation. Chaque entrée contient une brève description de l'initiative et des caractéristiques standard essentielles, ainsi que les coordonnées du prestataire et un lien vers son site web.

... et incarnée en France

La France est loin d'être en reste dans le domaine de l'éducation financière. Mais cela ne veut pas dire nécessairement qu'elle est en pointe ou en avance.

Pour ce qui concerne la gestion budgétaire au sein des foyers, il existe un métier traditionnel du travail social, celui de conseiller « en économie sociale et familiale » (CESF). En déclin ces dernières années, il pourrait reprendre de la vigueur, à condition peut-être de densifier la technicité des enseignements et, surtout, leurs liens avec l'entreprise. On recense actuellement 10 000 « CESF ».

Toujours autour des foyers et des familles, les innovations existent, comme dans nombre d'autres pays, pour ce qui a trait à l'information et à la simulation électroniques. En 2009, le secrétariat d'Etat à la Famille a ainsi lancé un site (www.monbudget.famille.gouv.fr) pour aider les familles – plus spécifiquement les familles confrontées au surendettement – à mieux gérer leur budget. Ce site se structure autour de trois rubriques principales :

- je gère mon budget (conseils et propositions de tableaux de gestion des ressources et dépenses) ;
- je gère mon argent (relation avec la banque, crédit, épargne) ;
- je gère mes changements de vie (arrivée d'un enfant, mariage et PACS, séparation, perte d'emploi, déménagement).

Plus généralement, et plus globalement, c'est l'Institut pour l'éducation financière (IEFP) qui est source d'expertise, d'innovations et de propositions. Depuis 2007, il administre le site « La finance pour tous » (www.lafinancepourtous.com) qui n'a rien à envier aux plus

innovants et dynamiques des sites recensés par l'OCDE ou la Commission européenne. Base pédagogique et informative en matière d'éducation financière du grand public, l'IEFP veut avec ce site aider les Français (et, plus exactement, tous les francophones) à mieux appréhender les questions financières. Différents espaces (de « enfants » à « seniors ») sur le site permettent de spécialiser les informations et les simulations. Les applicatifs interactifs pour les enfants sont tout particulièrement développés, tout comme les modules pour enseignants et formateurs, ainsi que les quiz (pour tout le monde...).

Il y a donc des moyens, de la volonté, des outils pour l'éducation financière, sur ce volet Internet. Sur le plan de la formation, aussi bien initiale que continue, il y a cependant encore probablement bien des efforts à faire.

L'idée sous-jacente à nombre d'initiatives internationales en la matière est que l'éducation financière devienne une des composantes de l'enseignement dès l'école primaire. C'est encore loin d'être le cas en France. C'est pourtant probablement dans cette direction qu'il faudrait continuer à investir, ce qui n'est en rien aisé, car il s'agit de discuter des acquis fondamentaux et de la pédagogie dans les écoles de la République⁵. Un sujet particulièrement sensible, on le sait...

5. Dans un sondage Sofrès réalisé pour l'AMF en 2004 avant la création de l'IEFP, plus de huit Français sur dix se déclaraient favorables à la mise en place d'une éducation financière au collège ou au lycée afin d'améliorer le niveau de connaissances de la population dans ce domaine. Une personne interrogée sur cinq seulement estimait que cela pourrait commencer dès le primaire.